

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 29 (1992)
Heft: 1084

Artikel: Souvenirs : l'école des châtiments corporels
Autor: Gavillet, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021898>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

(jg) Les radicaux vaudois, toujours à l'avant-garde, créent une coopérative d'habitation, la CORAD, près d'un siècle après les débuts du mouvement coopératif. A l'origine, cette forme d'organisation était l'expression d'une véritable contre-culture ouvrière. Il s'agissait de bâtir un monde qui fonctionne en dehors de ce qui était perçu comme l'univers de la bourgeoisie.

Il y eut non seulement des coopératives mais aussi des organisations autonomes dans d'autres domaines; ainsi les activités sportives se sont regroupées au sein de SATUS, de façon totalement distincte des fédérations sportives traditionnelles. Aujourd'hui, SATUS vivote dans le plus complet anonymat. Les coopératives de consommation ont connu le succès que l'on sait, mais elles ont peu à peu supprimé leurs références politiques. La Migros elle-même prend ses distances d'avec l'Alliance des indépendants.

COOPÉRATIVES

Où l'on oublie les origines du genre

Les coopératives de production souffrent de leur statut. Il n'est pas un administrateur ou directeur qui ne souhaiterait transformer son entreprise en SA. Il est vrai que le statut de coopérative rend très difficile, voire impossible, l'accès aux marchés financiers. Il est en particulier impossible d'augmenter le capital. On ne peut vendre que des parts sociales. Le hiatus est complet entre les coopérateurs, souvent des retraités aux revenus modestes, et les désirs de modernisation des directions.

Les coopératives d'habitation souffrent des conditions objectives du marché immobilier. Leur statut n'est pas en cause. L'avenir est sans doute à l'achat de logements par les membres de coopératives constituées dans le but de construire ou d'acquérir des unités d'habitation. C'est une des formules proposées par les radicaux, mais elle n'a rien de nouveau.

Les formules où les membres s'associent pour bénéficier d'une prestation plus avantageuse que celle fournie par le marché sont tout à fait intéressantes. Il y a donc encore de beaux jours pour de nouvelles coopératives, à condition qu'elles se limitent à la satisfaction des besoins de leurs membres. ■

SOUVENIRS

L'école des châtiments corporels

La violence des enseignants sur les élèves n'est pas si loin de nous. La mémoire des témoins nous montre qu'elle s'abattait surtout sur les plus démunis des enfants. L'autoritarisme d'antan doit aussi nous faire réfléchir sur la tyrannie de la sélection.

(ag) Le changement des conditions de vie, évolution des mœurs et confort, a été si rapide que les récits autobiographiques créent un extraordinaire dépaysement historique. D'où leur succès quand le témoignage sonne authentique. Ainsi l'histoire de sa vie par Rosmarie Buri¹. Elle est née en 1930, elle a tout juste l'âge du droit à l'AVS. Mais il y a soixante-deux ans, cinquante ans, la vie des pauvres gens était-ce un roman aussi noir, une édition bernoise des *Misérables*? Les souvenirs de Claude Berney² peuvent-ils être ceux d'un homme qui vit, aujourd'hui, dans un des plus riches pays du monde?

La mémoire scolaire de l'un et de l'autre a enregistré la fréquence des punitions corporelles comme la marque d'une société répressive. Leurs souvenirs bernois et vaudois ne sont pas suspects de partialité: ils ne furent pas victimes de sévices, mais témoins.

Hausi, tête à gifles

J'étais au degré supérieur désormais. Il n'y avait pas grand-chose à attendre de nos nouveaux maîtres, on s'en était vite rendu compte. Nous avons passé la première semaine à couvrir de papier tous nos cahiers et livres. Le plus souvent, le maître n'était pas dans la salle de classe. Puis il entrait vérifier si les angles étaient bien pliés au point d'être tranchants. Si tel n'était pas le cas, il déchirait tout et on pouvait recommencer. Au bout d'une semaine, il se mit à donner son cours. Avant le début de la leçon, un des enfants devait dire une prière, puis on chantait un psaume. Après quoi il contrôlait en général le calcul oral. Il eut bientôt trouvé sa victime. Il prit en grippe un garçon placé dans une famille. Il s'approchait de lui chaque matin et lui envoyait une gifle sans raison. Il courait à travers les rangs en disant que Hausi devait encaisser sa gifle obligatoire. Chaque matin, ce gamin saignait du nez. Une fois, il a voulu se défendre. Alors le maître a

sorti sa baguette et l'a abominablement battu. Hausi ne pouvait presque plus marcher après, et il saignait de partout. Depuis ce jour, il endura sa gifle sans protester.

(Rosmarie Buri, *Grosse et bête*, p. 112).

Un si bon régent

Que voulez-vous? On n'avait jamais vu un si bon régent. Les officiels du village en crevaient d'orgueil. Des hurluberlus en vinrent même à répandre le bruit que la classe était la première du canton. Lorsque l'on demandait sur la base de quels critères? de quels contrôles? effectués par qui? c'était le silence étonné. Ce si bon régent, ce maître exemplaire, comme, probablement, la majorité de ses collègues, ne se faisait pas faute (et je ne leur en fais pas nécessairement grief, moi aussi j'ai donné des gifles) de tabasser ou de gifler le gosse estimé fautif. Estimé fautif très arbitrairement. De vraies gifles, pas des caresses du bout des doigts, données par une mère indulgente.

Ça commençait parfois le matin à l'inspection, redoutée, des devoirs à domicile. Telle page estimée (je tiens particulièrement à ce dernier terme) insuffisante, valait à son auteur une tannée, ou une gifle aussi soudaine qu'elle claquait sec. La journée commençait mal et finirait pire. Avant de fondre à bras raccourcis sur un élève qui l'agaçait, (circonstance aggravante et preuve de préméditation), il décrochait sa chaîne de montre et déposait la pièce en lieu sûr. Cette précaution prise, il distribuait une volée de bois vert à l'impudent. Si bien que lorsque nous le voyions triturer sa chaîne, nous cherchions à discerner selon quelle trajectoire il allait se diriger et si nous n'en n'étions pas l'aboutissement. Je l'ai vu, vu, ce qui s'appelle vu, gifler un garçon, comme par hasard un pauvre diable, le jour de l'examen annuel, devant deux ou trois experts. Si encore on avait su pourquoi? L'un de ces Messieurs don-

na d'ailleurs vingt centimes à la victime.) C'est dire de quelle liberté il se sentait investi.

(Claude Berney, *Les Chemins de l'école*, p. 88).

La marque

La citation détachée grossit l'effet. Si Rosmarie a gardé de l'oppression scolaire un souvenir plus vindicatif, Claude Berney tempère le jugement, ne méconnaissant pas l'acquis des connaissances apporté par le dressage, auquel on s'accoutumait en dernière année quand les automatismes d'attitude étaient créés.

Mais deux choses se recourent dans ces témoignages. La vivacité du souvenir demeure à vif. La force physique a été vécue comme terrorisante, même par ceux qui ne la subissaient pas dans leur corps. La marque des doigts est inscrite en mémoire. D'autre part, le souffredouleur est à chaque fois un enfant placé, sans soutien familial. Rosmarie Buri enregistre cette injustice d'autant plus fortement qu'elle est, elle-même, dans le camp des déshérités.

L'école progressiste

L'école n'a cessé pourtant de réviser ses méthodes. Elle s'est voulue émancipatrice non seulement parce que les connaissances transmises permettent à l'individu de progresser, mais encore par son propre fonctionnement et ses exigences en avance sur la société.

Geneviève Heller en a rendu compte dans son excellente étude sur l'enfant à l'école primaire au XIX^e siècle³. Le titre choisi, *Tiens-toi droit !*, relève bien l'ambiguïté de l'effort: directive autoritaire, mais aussi recherche pratique sur la qualité des bancs, leur hauteur, leur adaptation au corps, qui s'inscrit dans toute une recherche hygiéniste qui marque le siècle.

On pourrait faire les mêmes remarques sur l'architecture des bâtiments scolaires: les cahiers des charges sur l'éclairage, l'aération, les vestiaires, les WC, les salles spéciales, etc. Mais les grands bâtiments construits à Lausanne à la fin du siècle passé (Saint-Roch, Villamont, Beaulieu) comportent encore des cachots, un par classe à Saint-Roch, sept pour chaque bâtiment dans les autres cas. L'école du XIX^e et de la première moitié du XX^e siècles reflète l'autoritarisme de la société et tente de le dépasser.

Cette dialectique invite à une réflexion sur l'école d'aujourd'hui. L'hygiénisme n'est plus dans sa phase héroïque, le

INITIATIVE

Euro-échec

(pi) Dans la *Feuille fédérale* du 12 mai, la Chancellerie a constaté l'expiration du délai de récolte de signatures pour l'Euro-Initiative.

Ce discret avis prend un sens particulier au moment où les promoteurs de l'initiative «pour une Suisse sans nouveaux avions de combat» battent tous les records de rapidité dans la récolte des signatures nécessaires au soutien de leur texte. D'autant plus que le hasard fait échoir ce délai quelques jours avant la décision du Conseil fédéral de déposer une demande d'adhésion...

L'Euro-Initiative était une action médiatico-politique, en ce sens qu'elle émanait de journaux (*Le Matin* et *Bilan* en Suisse romande) et de politiciens de haut vol: outre les rédacteurs en chef des journaux concernés, le comité d'initiative comprenait nombre de conseillers nationaux et aux Etats, de membres d'exécutifs cantonaux, de secrétaires centraux et autres personnes généralement reconnues comme influentes. Influence apparemment limitée, puisque malgré les listes de signatures insérées dans les publications participantes, l'éponge a été jetée bien avant l'expiration du délai de dix-huit

châtiment corporel est prohibé, la libération de la parole est au centre des efforts pédagogiques, le pupitre du maître a été aboli comme symbole d'autorité supérieure, mais reste l'exigence d'orientation et de sélection qui revêt, à l'image de la société moderne, l'aspect mathématique des moyennes pondérées, poussées jusqu'au centième de point grâce aux machines à calculer et aux ordinateurs.

L'école invite à ce monde du calcul et de l'administration triomphant, mais on attendrait aussi qu'elle s'en libère. La société se reflète en son miroir; on cherche l'émancipation hors du cadre, cette part de liberté, d'anticipation, d'avance. La dialectique boîte. ■

¹ Rosmarie Buri: *Grosse et bête. L'histoire de ma vie*. Traduction de Gilbert Musy. Zoé, 1990.

² Claude Berney: *Les Chemins de l'école*. Editions Le Pèlerin, 1992. Du même auteur: *La grande complication, L'Aire et Souvenirs d'atelier*, Le Pèlerin.

³ Geneviève Heller: *Tiens-toi droit !* Editions d'En bas, 1988.

mois devant le peu de succès de l'opération.

L'initiative anti-F/A-18 est par contre une œuvre essentiellement militante: la plupart des signatures sont obtenues dans la rue, là où l'on pensait que la politique ne se faisait plus. Peu de gloires au comité, mais des personnes concrètement engagées pour la cause qu'elles défendent.

À l'heure où certains s'attristent de voir les droits populaires «commercialisés» — parmi ceux-ci, quelques promoteurs de l'Euro-Initiative! — cette simple comparaison donne à réfléchir. ■

MÉDIAS

Euro-dossier

(fth) Dossier ambitieux que celui que propose la dernière livraison de *D'Autre Part*, revue périphérique et saisonnière qui paraît à Delémont. Sous le titre *Europe, mon amour*, sont réunies une série de réflexions dues à quelques plumes qui font autorité en matière de critique de l'Europe en devenir, ainsi qu'une belle brochette d'interviews de personnalités. La présentation, comme toujours un peu baroque, couverture rose et vignettes érotiques s'égrenant au fil des pages — peut-être l'illustration du flirt de la Suisse avec l'Europe vue comme une putain, où le graphisme du billet de mille francs évoque le jeu du sexe et de l'argent — ne trahit heureusement pas la qualité du propos. Ce dernier est résumé sous forme de formule utopique, qui parodie Lénine, dans l'éditorial: «L'Europe, c'est le marché, plus la démocratie». Etoffé et étayé par des analyses qui touchent à de nombreuses questions de la vie européenne: Bruxelles, ville en friche, le déficit démocratique de la CE, libéralisme économique, Europe des régions, nationalismes, Europe sociale, culture, médias, le regard est celui d'un œil à facettes.

Le portfolio de photos d'Albanie de Xavier Voirol est certainement ce que ce numéro compte de plus original. Le coup est rude, et d'autant plus que là, pas de provocation, mais un compte-rendu, par des touches de la vie quotidienne, discret et respectueux de cette «Europe amère». Le texte de Eric Faye qui l'accompagne, à travers quelques jalons historiques, nous conduit à l'Albanie d'aujourd'hui, qui se tourne vers l'Ouest. ■

D'Autre Part, case postale 3294, 2800 Delémont.